

Asie : sortie de crise, une approche prospective
Dragon de feu, dragon de papier, L'Asie a-t-elle un avenir?
François Godement¹

Une lecture de Rémi Perelman, *Asie 21-Futuribles*, 11/1998

La crise asiatique et son cadre

Une analyse de la crise asiatique de juillet 1997. Chacune des situations nationales replacées dans le contexte de la mondialisation et des spécificités régionales. Les "valeurs asiatiques" aux fondements trop solides pour être balayés : l'éducation, le sens de l'ordre et de l'harmonie, la puissance des relations personnelles. L'analyse de l'Indonésie, la Chine et le Japon capables d'influencer le reste de la région. L'Europe qui se fait doit être capable de susciter un tissu de relations spécifiques avec l'Asie.

Les scénarios de l'avenir

Les deux attitudes que l'Occident pourrait adopter à l'égard de l'Asie. La première, attentiste jusqu'à la passivité, voit les protagonistes aller (ensemble) à la catastrophe. Un scénario bis où le bord de l'abîme provoque le sursaut salvateur, mais à prix élevé. La seconde, attentive aux situations nationales, est assez imaginative pour prendre des libertés avec un libéralisme dogmatique et organiser un processus vertueux de redressement à bénéfice mutuel, politique comme économique. NB. Il est important de noter que les scénarios ont été construits à la fin de l'été 1998, un an après le déclenchement de la crise et que depuis, la situation n'a cessé d'évoluer. Mais ceci est une autre histoire .

Premier scénario : l'inaction internationale mène au second krach

Les risques d'un second krach tiennent moins aux processus économiques qu'aux comportements humains : celui des populations asiatiques prises dans une tourmente qu'ils n'avaient pas vu venir, les réactions inappropriées des occidentaux incapables à comprendre les ressorts proprement asiatiques d'une économie qui les avait bluffé jusqu'en juillet 1997. Avec ou sans le FMI, l'Occident prend conscience que les conditions multiples imposées aux débiteurs asiatiques depuis l'été 1997 n'ont fait qu'aggraver la crise, en lui donnant le temps et l'espace pour se développer. L'imminence d'un désastre économique global y aidant, une négociation aboutit au partage de la bulle financière.

Second scénario : liquider les dettes et non l'Asie

Les politiques n'attendent pas la chute annoncée des places de Singapour et de Hong Kong. Seuls capables de prendre des mesures financières coûteuses conditionnées par l'adhésion des opinions publiques, ils prennent le pas sur les économistes institutionnels. Après avoir fustigé l'irresponsabilité des emprunteurs asiatiques et sans les en exonérer pour autant, l'Occident se reconnaît une part de responsabilité dans la crise, comme dans les dysfonctionnements du système financier international. Une négociation internationale peut donc s'engager dans un climat rasséréné. Pour parer au plus pressé, une conférence définit la répartition des pertes entre les débiteurs privés, les gouvernements locaux, les banques étrangères créancières et les gouvernements occidentaux.

L'accord sur la répartition des pertes étant acquis, sa mise en oeuvre incombe à un nouvel instrument financier : le Fonds international de résorption. Les contributeurs sont les gouvernements asiatiques et occidentaux, les organismes financiers internationaux et les investisseurs privés. L'Occident a tout à gagner d'un retour de la prospérité en Asie. Il s'agit aujourd'hui de restaurer la confiance au moment où l'Asie, qui a reçu plus de promesses que d'aide, éprouve les affres de la transition. C'est là que le Plan de redressement conjoint trace

¹ Paris, Flammarion, 1998, 379 pages.

ses objectifs les plus ambitieux. Il s'agit d'aborder des problèmes de société et d'instaurer une compréhension mutuelle pour restaurer la confiance

Quelques maîtres mots en guise de conclusion

Partage international des dettes.

L'Europe doit mieux valoriser son rôle dans le dialogue mondial avec l'Asie.

Il lui faut mieux comprendre les spécificités asiatiques pour donner plus d'efficacité et de réalisme au dialogue.

La crise asiatique et son cadre

Avec son dernier ouvrage, François Godement procède à une magistrale analyse des multiples causes de la crise asiatique de juillet 1997. Il replace chacune des situations nationales à la fois dans le contexte de la mondialisation de l'économie et des spécificités régionales, y compris culturelles. A elle seule, la fresque ainsi tracée mériterait la lecture, car elle remplace d'un coup la masse impressionnante des écrits partiels et volatils qui ont été produits depuis dix-huit mois par un Occident choqué par le faux-pas du bon élève et par une Asie, pôle de croissance mondial remis en cause.

Il y a plus, est c'est assez rare pour que cela soit signalé. François Godement ne se contente pas d'un diagnostic. Il construit des scénarios ("roman d'économie-fiction" dit de cet ouvrage Marie Holzman, spécialiste de la Chine) et il avance une proposition, celle d'un Fonds International de Résorption. L'auteur y conduit le lecteur, prince ou citoyen, après un diagnostic "cliniquement" pessimiste, celui de l'incapacité internationale à imaginer des solutions autres que celles, passe-partout, du FMI, du moins à l'été 1998. Les scénarios qui terminent l'ouvrage sont développés à la suite de cette présentation sommaire.

Après le rappel des origines factuelles du krach, interprété, à la suite de Charles Kindleberger évoquant la grande crise de 1929, comme "l'échec d'une transition en cours d'un système d'institutions et de règles vers un système nouveau", les responsabilités partagées entre l'Ouest et l'Asie, François Godement évoque l'intervention condescendante du FMI ("son atterrissage de fortune sur un terrain mal connu de lui"), regrette la quasi-absence de l'Europe au chevet des malades.

Il revient sur un débat trop vite remisé par les Occidentaux, celui des "valeurs asiatiques". Ravivé et inversé par la crise, ses fondements sont trop solides pour être balayés par une bourrasque même forte et malgré "l'érosion des normes et pratiques par la crise systémique qui sévit en Asie". Au rang de ces permanences, il place la primauté de l'éducation, le sens de l'ordre et de l'harmonie, mais surtout la puissance des relations personnelles, celles que l'on apprend au sein de la famille.

Le défi que jette la crise à des gouvernements assis sur une continuité devenue structurelle depuis l'époque des indépendances et confortée par la croissance économique inaugure une réflexion politique novatrice et dont on est fondé à s'interroger sur l'évolution qu'elle pourrait inspirer. Trois pays font l'objet, à cet égard, d'une analyse de François Godement : L'Indonésie, la Chine et le Japon. Chacun d'entre eux, à sa manière, a la capacité d'influencer le reste de la région. Une réforme financière avec remise aux normes néo-libérales (telles que prônées par les Etats-Unis au nom de la globalisation) coûterait fort cher aux patients sur le plan politique tout en blessant leur identité d'une manière insupportable et en aggravant les

risques d'instabilité d'une des régions majeures du monde, mais dépourvue de leader ("un Japon peu assertif, une Chine fragile et une ASEAN vidée de substance").

L'Europe doit prendre garde de minimiser les répercussions de la crise sur l'économie mondiale et de relâcher ses premiers efforts de coopération avec l'Asie, car ses liens sont nettement moins structurés que ceux qui ont été tissés de longue date entre l'Amérique du Nord et l'Asie. Il lui faut prendre conscience que s'il n'est pas interdit de faire de bonnes affaires, un flux massif d'acquisitions occidentales se fait cependant au corps défendant des responsables asiatiques et de leur opinion publique et risque donc de soulever des problèmes majeurs, car ils touchent à la notion même de souveraineté nationale.

L'Europe qui se fait doit être capable de susciter un tissu de relations spécifiques où les conflits potentiels trouveront un espace d'arbitrage entre un univers de règles objectives à l'occidentale et une communauté de relations personnelles à l'asiatique.

LES SCÉNARIOS DE L'AVENIR

D'universitaire réputé, l'auteur prend l'habit de l'homme d'action, ou, tout du moins, celui de son conseiller. Sous forme de scénarios, il décrit les deux attitudes que l'Occident pourrait adopter à l'égard de l'Asie. La première, attentiste jusqu'à la passivité, voit les protagonistes aller (ensemble) à la catastrophe. L'auteur ne veut pas y croire et offre un scénario bis où le bord de l'abîme provoque le sursaut salvateur, mais à prix élevé. La seconde, attentive aux situations nationales, est assez imaginative pour prendre des libertés avec un libéralisme dogmatique et organiser un processus vertueux de redressement à bénéfice mutuel, politique comme économique.

NB. Il est important de noter que les scénarios ont été construits à la fin de l'été 1998, un an après le déclenchement de la crise et que depuis, la situation n'a cessé d'évoluer. Mais ceci est une autre histoire.

Premier scénario L'inaction internationale mène au second krach

Du côté des Occidentaux : les mesures du FMI, contestables s'agissant de l'Asie, sont appliquées imperturbablement. Les pays occidentaux maintiennent avec magnanimité l'ouverture de leurs marchés aux exportations asiatiques. Plus généralement, on ne sort pas du credo de libéralisation, sans avoir vu qu'il pouvait bien être responsable, au moins partiellement, de la déroute asiatique ni pensé un instant que des mesures spécifiques à l'Asie puissent être envisagées.

Du côté des pays asiatiques : les entreprises encore valides, profitant à la fois de la diminution relative des coûts de production, notamment de celui de la main d'oeuvre et de cette ouverture, misent à tout va sur l'exportation, négligeant un marché intérieur atone. En effet, le pouvoir d'achat baisse avec la progression du chômage accélérée par une déflation généralisée. Les institutions nationales perdent leur crédit auprès des populations comme des investisseurs internationaux : crise de confiance. Les capitaux qu'avait attirés la croissance ainsi que les économies japonaises refluent vers l'Occident qui enregistre des performances boursières inespérées.

Pour achever le tableau, ni le Japon, dont la conduite économique ne convainc pas, ni la Chine, dont l'opacité entretenue constitue une cause majeure de perplexité, ne s'avèrent capables de stabiliser la situation et encore moins, de rassurer les milieux d'affaires. Le gouvernement japonais est pris entre la nécessité de restructurer le système financier sous la pression occidentale et sa propension à répondre aux demandes du secteur du bâtiment et des travaux publics, trésoriers traditionnels du Parti Libéral Démocrate au pouvoir. D'où les "relances" budgétaires pour grands travaux à répétition sans effet sensible sur la reprise de la consommation intérieure. Quant à la Chine, l'ampleur des difficultés rencontrées pour réussir une transition économique au moindre coût social est telle que les proclamations périodiques de vertu ("nous ne dévaluerons pas le yuan, du moins, pas pour l'heure") rencontrent un scepticisme croissant. Il y a bien crise de confiance.

Les risques d'un second krach tiennent moins aux processus économiques qu'aux comportements humains : celui des populations asiatiques prises dans une tourmente qu'ils n'avaient pas vu venir, les réactions inappropriées des occidentaux inaptes à comprendre les ressorts proprement asiatiques d'une économie qui les avait bluffé jusqu'en juillet 1997. Faut de sensibilité et d'imagination, ils s'efforcent de convaincre l'Asie de l'intérêt qu'elle aurait d'adopter les pratiques de l'économie mondiale de marché, transparence, liberté des échanges et des mouvements de capitaux. Au nom de ces principes, l'Occident laisse jouer les rapports de force.

Mais pour parer aux risques politiques qu'une faillite économique ne manquerait pas de provoquer, la plupart des pays d'Asie, y compris le Japon, adoptent des mesures protectionnistes et dirigistes. Les perspectives d'un rétrécissement accru du marché asiatique et de l'instabilité, notamment par retour des nationalismes, de la région la plus peuplée du globe provoquent inévitablement un sursaut salutaire parmi les responsables des grandes puissances.

"Avec ou sans le FMI, l'Occident prend conscience que les conditions multiples imposées aux débiteurs asiatiques depuis l'été 1997 n'ont fait qu'aggraver la crise, en lui donnant le temps et l'espace pour se développer".

L'imminence d'un désastre économique global y aidant, une négociation aboutit au partage de la bulle financière, par consensus entre des acteurs aux logiques hétérogènes sinon contraires, à savoir, 1) les emprunteurs privés que leur gestion hasardeuse avait initialement désigné comme les seuls responsables, 2) les banques créditrices occidentales dont le laxisme avait alimenté la spéculation et qui ont ensuite profité sans vergogne du reflux des capitaux et 3) les actionnaires des établissements financiers internationaux qui avaient agi en bons technocrates, adossés à des pouvoirs publics désormais réveillés. L'allègement des dettes par répartition des charges permet à l'Asie qui se noyait de reprendre pied et souffle.

À ce scénario où une solution réaliste succède enfin à une attente anxieuse, François Godement préfère celui où, au lieu d'agir à chaud, avec les risques et les dégâts inévitables que provoquent les lances d'incendie, la sagesse des nations l'emporte pour assumer une responsabilité globale et proposer des solutions dans le fil des cultures asiatiques.

Second scénario

Liquider les dettes et non l'Asie

Les politiques n'attendent pas la chute annoncée des places de Singapour et de Hong Kong. Ils savent que ce serait le signal de la panique, aux conséquences désastreuses sur le système financier international et qui mettraient à mal les théories néo-libérales dont ces places sont de quasi-symboles. Seuls capables de prendre des mesures financières coûteuses conditionnées par l'adhésion des opinions publiques, ils prennent le pas sur les économistes institutionnels et notamment sur "leur fondé de pouvoir", le FMI. Celui-ci est en effet incapable de convaincre les électeurs de faire des sacrifices pour une cause apparemment très éloignée de leurs intérêts.

Pour commencer, les responsables des principales puissances remettent à des temps meilleurs la mise en oeuvre d'une taxation des mouvements de capitaux à court terme (cf projet dit "Tobin Tax"), qui, en situation de crise, ne saurait constituer une panacée. Conscients de l'inanité des mesures ponctuelles, ils s'engagent dans une révision de leurs politiques avant que la montée des crises régionales ne les atteigne pleinement.

Si les États asiatiques ne sont que très modestement endettés, et en cela ils ne sont pas directement responsables de la crise, par contre, le secteur privé l'est à l'excès, tant au Japon, en Chine qu'en Asie du sud est. Ces dettes, dont le montant est supérieur à l'actif des emprunteurs, et donc quasiment irrécupérables, excèdent en outre la capacité d'intervention des budgets publics. Deux conséquences en découlent :

- 1) une intervention extérieure est inévitable,
- 2) le remède doit porter en urgence, non sur les politiques économiques publiques, mais sur la résorption de la dette privée.

La prise de conscience mondiale qui permet d'en venir à ces deux idées, finalement simples à énoncer, correspond à un changement d'attitude radical. Après avoir fustigé l'irresponsabilité des emprunteurs asiatiques, l'opacité, le clientélisme et la corruption qui marquent les mouvements financiers dans la région, et sans les en exonérer pour autant, l'Occident se reconnaît une part de responsabilité dans la crise, comme, d'une manière plus générale, dans les dysfonctionnements du système financier international.

Une négociation internationale peut donc s'engager dans un climat rasséréiné. Un plan d'action est mis en place, qui comporte plusieurs volets.

D'abord, pour parer au plus pressé, une conférence définit la répartition des pertes entre quatre catégories d'acteurs :

- 1) les débiteurs privés,
- 2) les gouvernements locaux,
- 3) les banques étrangères créancières,
- 4) les gouvernements occidentaux.

Il importe en effet de décharger les banques du poids des créances douteuses, de manière à ce qu'elles puissent jouer leur rôle dans la reprise, notamment pour alimenter l'activité économique avec les liquidités dont ont besoin les entreprises, faciliter le redémarrage de la consommation intérieure, compenser la destruction de capitaux qui vient d'avoir lieu en Asie et éloigner la menace d'une déflation généralisée.

L'accord sur la répartition des pertes étant acquis, sa mise en oeuvre incombe à un nouvel instrument financier : le **Fonds international de résorption**, sur le modèle de la Resolution Trust Corporation du New Deal. Les contributeurs sont

- 1) les gouvernements asiatiques (en tout premier lieu : le Japon) et occidentaux,
- 2) les organismes financiers internationaux (en particulier : le FMI)

3) et les investisseurs privés, encouragés à acquérir les obligations émises par le Fonds. Celui-ci supervise l'action des organismes ad hoc chargés du traitement des dettes locales et administre l'acheminement des capitaux internationaux nécessaires à la réduction des dettes tout en s'abstenant de prescrire des politiques d'ensemble. Le Fonds facilite le processus de redressement en déchargeant les gouvernements de l'obligation de prescrire des mesures douloureuses aux milieux d'affaires auxquels ils sont liés. En même temps, l'application de critères objectifs d'évaluation des situations, élaborés conjointement avec les différents gouvernements asiatiques, permet de rénover la culture financière des sociétés asiatiques dans une pédagogie concrète, plus acceptable que l'édiction de règles macro-économiques lancées à la cantonade.

L'Occident a tout à gagner d'un retour de la prospérité en Asie. Participer à l'épuration de ses comptes constitue le même genre d'investissement à profit mutuel que l'aide à la reconstruction de l'Europe dévastée par la seconde guerre mondiale ou, après la chute du mur de Berlin, des pays délabrés de l'Est. Il s'agit aujourd'hui de restaurer la confiance au moment où l'Asie, qui a reçu plus de promesses que d'aide, éprouve "les affres de la transition d'un système économique dirigé et fermé vers la liberté de marché".

C'est là que le Plan de redressement conjoint trace ses objectifs les plus ambitieux. Il ne s'agit plus seulement de mesures techniques destinées à renflouer des banques imprudentes, mais d'aborder des problèmes de société autrement plus complexes. Il s'agit de rechercher ensemble les voies et moyens pour diriger une évolution provoquée par l'accident brutal de la crise et dans le cours de laquelle mondialisation à l'occidentale et réactions identitaires n'ont pas encore trouvé leur équilibre. Restaurer la confiance suppose la compréhension mutuelle. L'Occident, pour sa part, a entrepris de mieux comprendre l'Asie et ne s'obstine plus à confondre progrès démocratique et adhésion au système libéral de marché. La "transition asiatique" s'opère dans ces deux domaines à des rythmes distincts. Le gouvernement d'une démocratie fragile ne peut en effet être contraint à appliquer les normes de la mondialisation s'il doit pour cela laisser la place à un régime nationaliste de type dictatorial aux élections suivantes.

Trois champs d'action sont circonscrits :

1) la définition de nouvelles règles financières

Il est mis fin aux délits d'initiés et aux collusions economico-politiques. L'épargne et sa rémunération sont libres. Les systèmes bancaires sont réformés, les marchés de capitaux sont réglementés et surveillés.

2) la mise en place d'infrastructures publiques sur crédits publics.

Les gouvernements, privés des ressources jusqu'alors abondantes du marché en viennent à une politique fiscale qui leur permet de procéder aux investissements à long terme nécessaire à un développement soutenu, particulièrement en matière d'infrastructures publiques (communications, télécommunications, éducation, recherche, santé).

3) la recherche d'un meilleur équilibre entre l'État et le marché

La structuration des corps et pouvoirs intermédiaires ainsi que des contre-pouvoirs est encouragée pour améliorer la stabilité sociale et économique mise à mal par la crise. L'institution d'une protection sociale efficace fait partie des mesures privilégiées. L'État retrouve sa légitimité en préservant ainsi le consensus social traditionnellement fondé en Asie sur la garantie de sécurité en cas de disette, de catastrophe naturelle ou de désordre.

En guise de conclusion

Un intérêt mutuel impose le partage international des dettes. C'est l'occasion pour l'Europe de devenir un acteur de premier plan dans la recherche d'un nouvel équilibre géo-économique multipolaire. Pour y parvenir, il lui faut acquérir une sensibilité à l'Asie équivalente à celle qui s'est instaurée avec l'Amérique. Son dialogue avec les pays asiatiques sera alors plus efficace et à terme, économiquement, politiquement et culturellement plus riche.

François GODEMENT est historien de la Chine et de l'Asie contemporaine, professeur aux "Langues O" et maître de recherche à l'IFRI, Institut Français des Relations Internationales. Il est membre du Groupe Consultatif du Centre Asie de l'Université de Harvard. Il est l'auteur de *La renaissance de l'Asie* (Paris, Odile Jacob, 1993).